

*Questions orales*

propriétaires de ces ressources, d'abord et avant tout les Albertains, ont quand même le droit de s'en servir pour assurer le développement de leur province et le mieux-être de leur population.

[Traduction]

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur le Président, le ministre est bien mal placé pour me dire ce qui est bon pour l'ouest du Canada. Je suis, quant à moi, parfaitement en mesure de le lui dire, car je n'ai cessé de lutter. . .

**M. Hawkes:** Vous avez renoncé.

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Nous verrons après les prochaines élections, Jim.

**M. le Président:** La parole est au député.

**M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur le Président, je désire poser au ministre une question fondamentale. Il a déclaré qu'il devait maintenir l'équilibre entre les droits des commerçants et les droits des Canadiens. Nous savons que le gouvernement a accordé toute sorte de droits aux commerçants. De quels moyens l'Office national de l'énergie dispose-t-il encore pour protéger l'intérêt des Canadiens? Qui donc aura le pouvoir de décider quel est l'intérêt à long terme du Canada? Je lui rappelle que c'est du Canada, et non pas d'un groupe de provinces dont il s'agit.

**L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications):** À mon avis, l'Office national de l'énergie jouit de toute la confiance du gouvernement et possède tous les moyens nécessaires pour prendre des décisions dans l'intérêt des Canadiens. Il dispose de tout ce dont il a besoin pour protéger l'environnement de notre pays et ses approvisionnements énergétiques. En plus de tous ces moyens, l'Office national de l'énergie est au moins certain d'une chose. . .

**M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Vous lui avez retiré ses moyens d'action.

**M. Masse:** . . . que le député semble avoir oubliée, et c'est que les ressources naturelles appartiennent aux provinces. Les gens qui veulent exploiter les ressources naturelles ont le droit de le faire. À mon avis, les habitants de l'Alberta ont le droit de développer leur province et d'exploiter à leur profit leurs ressources naturelles.

S'ils tiennent à commercer, ce n'est pas seulement pour vous, mais pour eux aussi.

[Français]

**LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

**M. Douglas Young (Gloucester):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le ministre des Finances était de passage à Montréal, hier, et il a continué son attaque mesquine vis-à-vis les Canadiens qui s'opposent à son projet de loi sur la TPS. Il a traité les personnes âgées d'avoir réagi comme des enfants. Il a demandé aux travailleurs canadiens d'être moins gourmands. Ma question est donc celle-ci: Est-ce que le gouvernement va s'assurer que le ministre des Finances va présenter ses excuses aux personnes âgées du Québec, aux travailleurs et travailleuses canadiens qu'il a accusés d'être très gourmands?

[Traduction]

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires)):** Monsieur le Président, le ministre des Finances passe deux jours à Montréal où il doit s'entretenir avec divers groupes.

À la demande de personnes âgées de Montréal, le ministre des Finances avait pris des dispositions pour les rencontrer. Elles ont fait une déclaration et quitté la réunion sans attendre que le ministre leur explique les détails de la taxe sur les produits et services.

En fait, 84 p. 100 des personnes âgées vont recevoir un crédit de la taxe sur les produits et services et la plupart d'entre elles vont être dans une meilleure situation financière après l'entrée en vigueur de la TPS.

**M. Douglas Young (Gloucester):** Hier, monsieur le Président, le ministre du Revenu national a dit à la Chambre que les petites entreprises sont en faveur de cette taxe, alors que les sondages indiquent que la plupart d'entre elles s'y opposent.

Le ministre des Finances est allé à Montréal et il a insulté les personnes âgées en refusant de les écouter. Il leur a dit qu'elles se conduisaient comme des enfants. Le ministre des Finances a dit aux travailleurs canadiens qu'ils sont trop gourmands.

Ma question est très simple: le premier ministre et le gouvernement vont-ils demander au ministre des Finances de présenter des excuses aux Canadiens qu'il ridiculise s'ils s'opposent à son dada, la taxe sur les produits et services?